

Maître d'ouvrage

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
HAUTS-DE-FRANCE



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ROUTE NATIONALE 2

Sécurisation de la Forêt de Retz

État initial du milieu naturel et procédures liées

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Le document comporte 14 pages

Table des matières

Objectifs et contexte.....	2
Contenu détaillé de la mission : Diagnostics.....	5
Cibles.....	5
Périmètres d'étude.....	5
.....	5
Précisions attendues dans l'étude.....	6
Contenu détaillé de la mission Dossiers réglementaires.....	8
Demande de dérogation « espèces protégées ».....	8
Evaluation des incidences Natura 2000.....	10
Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	12
Appui technique validation des sites de compensation.....	12
Phase 1 pré-diagnostic.....	12
Phase 2.....	12
Documents et données mis à disposition.....	13
Forme des rendus.....	14

1) Objectifs et contexte

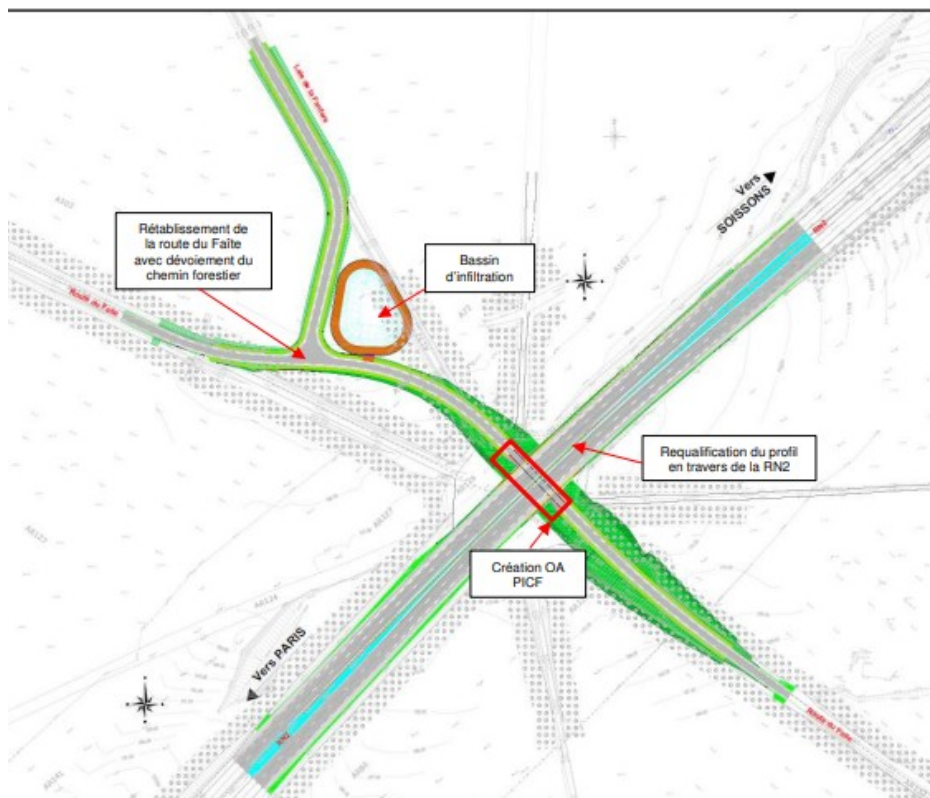
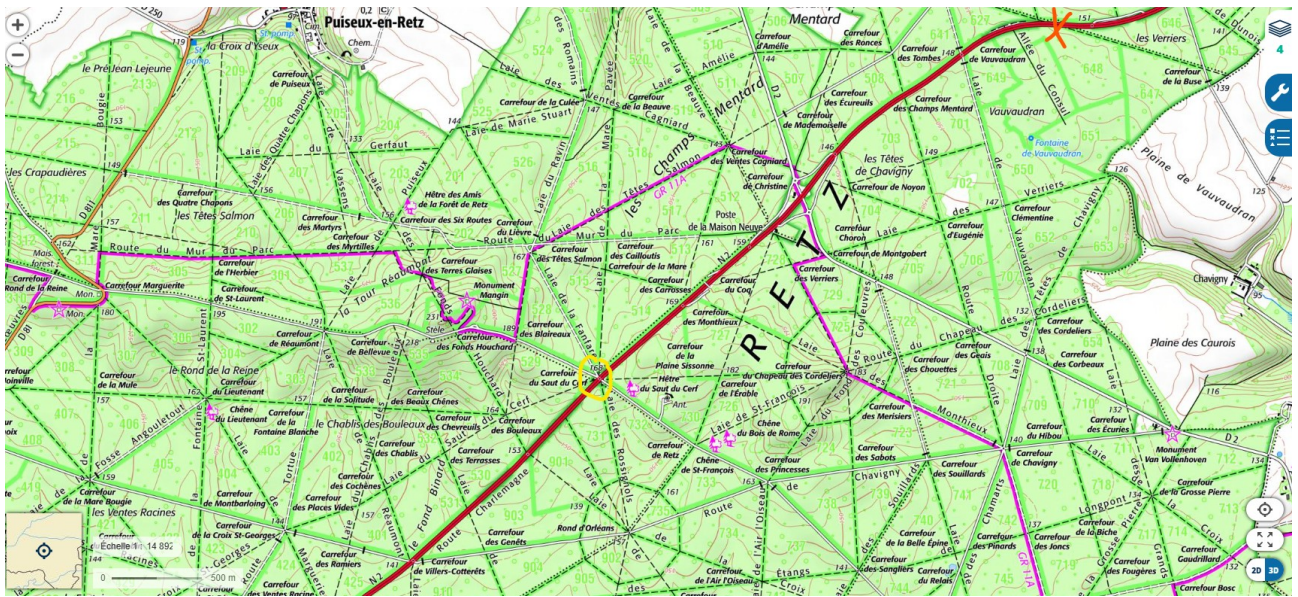
Les infrastructures linéaires de transport terrestres génèrent directement ou indirectement une destruction et une fragmentation des habitats naturels utilisés par la faune et la flore, dont les conséquences constituent une menace forte pour les espèces concernées.

L'opération « RN2 – sécurisation de la forêt de Retz » s'inscrit dans le cadre du projet d'aménagement de la RN2 entre Paris et la Belgique, et plus particulièrement entre Paris et Soissons. Ce projet a été déclaré d'utilité publique par décret après avis du Conseil d'État le 22 octobre 2003.

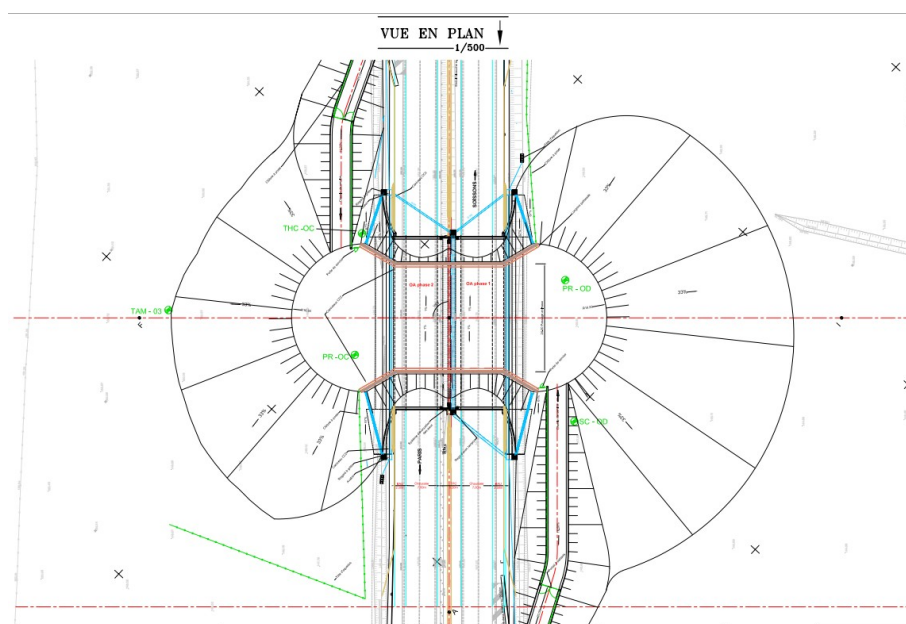
L'aménagement de la RN2 en 2*2 voies en forêt de Retz implique la suppression des échanges dans la forêt. L'opération vise à réaménager le réseau de chemins forestiers existants, de rétablir la route du faîte (GR11) et de rétablir les circulations pour la faune en réalisant des passages. Elle comprend notamment :

- le rétablissement de la route forestière du Faîte par passage inférieur (cercle jaune carte ci-dessous) avec profilage de la RN2 au droit de l'ouvrage pour obtenir un profil en travers type autoroutier.
- la création d'un passage faune dit 'Retz Est' par passage supérieur spécifique (croix rouge).

Ces ouvrages sont distants d'environ 3,5km.



Synoptique du projet de la route du Faîte



Vue en plan du passage faune – surface du site d'étude environ 2ha

Les études PROJET du rétablissement de la route du Faîte sont en cours. La surface du site est d'environ 4 ha.

Les études AVANT PROJET du passage faune Retz Est sont lancées. La surface du site d'étude est d'environ 2ha.

Les calendriers de réalisation de ces travaux sont indépendants (route du Faîte prévus en 2027, passage faune 2028/2029), les procédures administratives non liées. Ces aménagements feront l'objet de différentes études de conception, et de différents marchés de travaux et, de chantiers distincts.

Ces aménagements semblent soumis aux procédures de déclaration IOTA, demande de dérogation espèces protégées, et évaluation des incidences NATURA 2000. A noter que ces aménagements ont déjà fait l'objet d'une étude d'impact présentée à enquête publique en 2002 dans le cadre de la DUP.

Une dérogation espèces protégées avait été obtenue en 2012 (caduque depuis), et définissait des mesures compensatoires, mesures en parties déjà réalisées.

En prévision des travaux à venir, l'État souhaite donc engager une démarche de **mise à jour** des données environnementales en vue de solliciter une nouvelle dérogation espèces protégées, et évaluer **si de nouvelles mesures** de compensation des impacts sont à mettre en place.

Le titulaire devra donc engager la mise à jour de l'état initial pour ces deux projets. Puis à l'issue, produire les dossiers à l'appui des procédures Natura 2000, espèces protégées, et assurer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pendant leurs instructions. Enfin, une fois l'avis rendu de la CNPN/CRPN, si de nouveaux sites de mesures compensatoires sont à définir, appuyer techniquement la MOA.

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du titulaire du marché toutes les études terminées, ainsi que les études en cours de réalisation au fur et à mesure de leur avancement, notamment :

- inventaires faune flore habitats de 2018 -2023
- inventaire zone humide route du Faîte 2025
- dossier de demande de dérogation espèces protégées 2012.

L'objectif de la mission confiée au prestataire, conformément à l'article 1.1 du CCAP est de :

- Mettre à jour/ compléter les diagnostics existants sur la biodiversité pour les deux projets d'aménagements (route du Faîte et passage à faune) au vu des données déjà collectées, au vu de la bibliographie et des sorties terrains ;
- Établir les dossiers de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées, les dossiers d'évaluation des incidences Natura 2000 et assurer une assistance pendant leurs instructions.
- fournir un appui technique pour la validation des sites de mesures de compensation si besoin.

2) Contenu détaillé de la mission : Diagnostics

Le prestataire établira deux rapports, l'un pour la route du Faîte et l'autre pour le passage faune. Il s'agit d'établir des états initiaux du patrimoine naturel, lequel a pour objectif de fournir une bonne connaissance des enjeux et d'assurer la sécurité juridique des projets. Les rapports doivent être présentés au MOA dans un délai maximal de 14 mois à compter du démarrage de la mission.

2.1. Cibles

Les cibles visées par la caractérisation de l'état initial sont :

- Les habitats naturels
- La faune (odonates, lépidoptères, orthoptères, coléoptères saproxyliques, amphibiens, reptiles, oiseaux, chiroptères et autres mammifères.).
- La flore. Espèces exotiques envahissantes incluses (identification et localisation des EEE présentes sur l'aire d'étude, ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour chaque EEE, durant la phase chantier et durant la phase exploitation pour éviter leur dissémination et leur développement).
- Les continuités écologiques ou trames vertes et bleues
- les zones humides et leurs fonctionnalités
- les surfaces forestières
- les zones d'inventaire ou de protection réglementaire.

Les inventaires sont réalisés sur un cycle biologique complet. Un calendrier selon les groupes d'espèces est présenté, avec la description des méthodes de prospection adaptées.

Le bureau d'étude se prononcera sur la probabilité de présence d'espèces protégées potentielles non formellement avérées au regard de la bibliographie, de l'effort de prospection et des habitats : les espèces potentielles dont la probabilité de présence est raisonnablement forte, seront à considérer comme présentes pour la dérogation, mais comme absentes dans le cas contraire.

2.2. Périmètres d'étude

Les périmètres d'étude seront adaptés aux enjeux pré-identifiés au démarrage de l'étude ainsi qu'aux différentes composantes du projet. Ils prendront en particulier en compte les ouvrages, les zones de dépôts, les zones d'installations de chantier (ou bases de travaux), les zones susceptibles de subir des impacts directs et indirects, les zones de compensation.

Pour chaque projet d'aménagement, le prestataire adaptera le périmètre d'étude. Ces périmètres pourront différer selon la thématique traitée (faune, flore, corridors écologiques, etc.) et devront permettre de comprendre le fonctionnement global de l'écosystème susceptible d'être impacté, de connaître l'état des métapopulations.

Ils devront également permettre de juger si des sites Natura 2000 sont susceptibles d'être impactés qu'ils soient présents au droit du projet ou dans les environs :

- étudier si les sites Natura 2000 sont susceptibles d'être impactés dans un rayon de 20 km,
- adapter le rayon de l'évaluation des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire de ces sites selon les espèces (valeurs-guides données en région par le CSRPN)..

2.3. Précisions attendues dans l'étude

L'étude doit présenter :

- la liste des plans/programmes concernés par les projets et l'analyse de la cohérence du projet avec ces programmes, selon la portée réglementaire de chaque programme (prise en compte, compatibilité ou conformité des plans/programme),
- recherche bibliographique : la liste des structures consultées et des sources d'information utilisées,
- les périmètres d'étude proposés pour chaque thématique environnementale ainsi que leurs cartographies,
- la méthodologie pour identifier les périmètres d'études cohérents vis-à-vis des enjeux

« Biodiversité »,

- une cartographie des zones d'inventaire de protection réglementaire. Si un site protégé ne peut être évité, la procédure de demande d'autorisation des travaux affectant le site doit être expliquée.

- une cartographie des habitats présents dans le périmètre d'études « habitats », + description des habitats identifiés et de leurs enjeux de conservation + tableau récapitulant les statuts de ces habitats

- une cartographie des espèces patrimoniales , précisant celles qui sont protégées, dans le périmètre d'études « Flore »,+ tableau récapitulatif de toutes les espèces présentes, avec indication de leurs statuts et autres informations annexes (dont les habitats des espèces patrimoniales). Pour les espèces exotiques envahissantes, outre leur identification et leur localisation, il est également attendu des propositions de mesures pour les éradiquer et/ou prévenir leur dissémination lors des phases travaux et exploitation. Ceci pourra se traduire par la réalisation d'un recueil de fiches espèces synthétisant : les critères d'identification, les impacts de l'espèce, son mode de dissémination, les mesures à mettre en œuvre pour la gérer et pour éviter sa propagation et son développement lors des phases de chantier et d'exploitation.

- une cartographie des espèces patrimoniales dans le périmètre d'études « Faune »,précisant celles qui sont protégées, accompagnées d'un tableau récapitulatif de toutes les espèces présentes, avec indication de leurs statuts

- une cartographie des corridors écologiques, régionaux et locaux,, des trames vertes et bleues, en précisant de quelles espèces ou groupe d'espèces il s'agit, ainsi que leurs fonctions. La source d'information à l'origine de leur connaissance sera précisée + Commentaires sur les continuités écologiques et points de conflits identifiés.

- une cartographie des zones humides dans le périmètre d'étude « zones humides », en explicitant leurs caractéristiques et en évaluant leurs fonctionnalités. Pour les zones humides, le prestataire procédera à l'évaluation des fonctions qu'elles portent, en se basant sur le guide de la méthode nationale ONEMA MNHN. Ceci afin de déterminer les besoins de compensations (au titre de la méthode et du SDAGE en vigueur au moment des travaux).

- une cartographie des surfaces forestières, avec description de leurs caractéristiques et cartographie des surfaces qui feront l'objet de déboisement,

- un chapitre présentant les enjeux relatifs à la biodiversité incluant une cartographie, une synthèse et la hiérarchisation des enjeux (écologiques et réglementaires) entre eux et avec les autres enjeux.

- **une analyse des impacts** du projet sur tous les enjeux environnementaux mis en évidence dans l'état initial et notamment :

- les impacts directs : impacts résultant de l'action directe de la mise en place et du fonctionnement de l'aménagement / du projet sur les milieux naturels ;

- les impacts indirects : impacts ne résultant pas de l'action directe de l'aménagement / du projet (développement d'espèces exotiques envahissantes par exemple) ;
- les impacts temporaires : impacts réversibles liés aux travaux ou à la phase de mise en service de la route ;
- les impacts permanents : impacts liés à la phase d'exploitation normale de la route et impacts irréversibles liés à l'ouvrage et à la phase travaux ;
- les impacts induits : impacts non liés au projet lui-même mais à d'autres aménagements connexes liés au projet (aménagement foncier, développement de l'urbanisation) ou à des modifications provoquées par le projet.

- un tableau récapitulatif des **mesures ERC** mises en œuvre tout au long des études.

- une synthèse des mesures d'évitement prise sur le thème biodiversité, eau, déclinée en phase « chantier » et « exploitation ». + Justification de manière étayée de chaque choix réalisé (possibilité ou non d'évitement) + Utilisation de la clé de classification des mesures d'évitement du guide de référence *Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC* (CGDD, 2018)

- une synthèse des mesures de réduction, par thématique environnementale, + Détails de ces mesures en phase « chantier » et « exploitation », + Justification de manière étayée de chaque choix concernant la réduction, + Utilisation de la clé de classification des mesures de réduction du guide de référence

- Le prestataire rappellera les impacts résiduels significatifs et compensables du projet après évitement et réduction (nature et ampleur de l'impact, etc.) de manière claire et visible, sous forme de tableau.

- une synthèse des mesures de compensation, par thématique environnementale.

Il est demandé au prestataire, pour sécuriser le projet, de justifier :

- le type de mesures de compensation (création, restauration) et éventuellement de mesures d'accompagnement (gestion conservatoire) + fiche technique de description de la mesure (objectifs, moyens, critères d'évaluations)

- le choix d'une méthode de dimensionnement :

– transparente dans la qualification des pertes et des gains

– dont la capacité à atteindre l'équivalence écologique est clairement étayée (structurée autour de la forme gains ≥ pertes) ;

- qu'un nombre suffisant d'informations écologiques pertinentes soient utilisées afin de bien caractériser l'état initial du/des site(s) du projet d'une part, et les gains escomptés par la mise en œuvre de l'opération de compensation sur le(s) site(s) de compensation d'autre part ;

- que les modalités de mise en œuvre de la compensation respectent les conditions réglementaires (efficacité, temporalité, pérennité) en intégrant ou non des ajustements ;

- que les pertes et les gains soient caractérisés avec le même niveau de précision et qu'ils le soient en termes de nature, de quantité, et de fonctionnalité ;

- que les mesures de compensation soient juridiquement et financièrement sécurisées : précision de la maîtrise foncière (conventionnement, preuve notariale, etc.) ;

- la prise en compte du risque d'échec et de la durée nécessaire à la re-création ou à la restauration effective des fonctions impactées ;
 - la mise en œuvre des mesures avant le début des travaux d'aménagement.
- Le prestataire proposera les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation en application de l'article R122-5-9   du code de l'environnement.

3) Contenu détaillé de la mission Dossiers réglementaires

3.1. Demande de dérogation « espèces protégées »

Le prestataire rédigera les dossiers de demande de dérogation à la protection des espèces prévus à l'article L.411-2 du code de l'environnement (dossier de demande de dérogation à la protection des espèces et imprimés CERFA) pour les deux projets d'aménagements. Ces dossiers seront fournis au MOA dans un délai d'un mois maximum à compter de la commande. Dans le cas d'une autorisation environnementale IOTA, ces demandes de dérogation sont embarquées dans le dossier de demande d'autorisation globale. Ils doivent cependant figurer dans des documents séparés et autoportants (le CNPN ou le CSRPN devra disposer des informations cohérentes et suffisantes à la lecture de ces documents seuls).

La constitution de ce dossier sera effectuée à l'issue de la démarche ERC, de façon à justifier auprès de l'autorité compétente l'ensemble des démarches d'évitement et de réduction des impacts mises en œuvre en faveur des espèces concernées.

Le prestataire s'appuiera sur le Guide « Espèces protégées, Aménagements et infrastructures » (2017) du ministère chargé de l'environnement pour établir chaque dossier et sur tout autre document plus récent   dit   par le ministère

Le dossier répondra aux exigences réglementaires et comprendra :

- Formulaires CERFA

- Présentation du projet

- Caractéristiques techniques du projet
- Carte de localisation (  chelle locale et échelle plus large)
- Enjeux et finalités du projet
- Principaux impacts
- Liste des espèces protégées et des activités objet de la demande
- Estimation du coût global du projet
- Identification des autres procédures administratives

-   ligibilit   du projet à l'obtention d'une dérogation

- Démonstration de l'absence de solution alternative (variantes étudiées, argumentaire sur la localisation)
- Appartenance à l'un des cinq cas prévus par la réglementation (intérêt public

majeur, etc.) et démonstration de la raison impérative d'intérêt public majeur

- Diagnostic faune-flore
- Carte des différents zonages environnementaux.
- Carte de la zone d'étude
- Analyse des données existantes et de la bibliographie
- Protocoles d'inventaires
- Inventaires réalisés : dates, conditions météorologiques, intervenants
- Résultat des inventaires
- Cartographie des habitats naturels
- Cartographie des points d'observation, des espèces contactées, de leurs habitats
- Analyse des résultats d'inventaires
- Description détaillée des espèces protégées concernées par le projet
- Évaluation de la taille des populations et de l'état de conservation local des espèces protégées

- Analyse des impacts

- Superficie d'habitat affecté par le projet- Impacts directs / indirects / temporaires / permanents, évaluation du nombre de spécimens impactés et part des populations locales concernées
- Analyse du maintien de la fonctionnalité des milieux impactés
- Qualification des impacts bruts en phase chantier (fort, modéré, faible, négligeable ou nul)
- Qualification des impacts bruts en phase exploitation (fort, modéré, faible, négligeable ou nul)
- Tableau de synthèse des impacts bruts

- Mesures d'évitement et de réduction

- Mesures d'évitement géographique
- Mesures d'évitement technique (choix de techniques moins ou non impactantes)
- Mesures de réduction des impacts du chantier
- Mesures de réduction des impacts de l'exploitation
- Évaluation du coût des mesures d'évitement et de réduction
- Évaluation des impacts résiduels après mise en œuvre de ces mesures
- Espèces nécessitant la mise en œuvre de mesures de compensation
- Tableau de synthèse des impacts résiduels après évitement et réduction

- Mesures de compensation

Pour chacune des mesures :

- Localisation précise (carte, parcelles cadastrales)
- Détail technique et chiffrage précis
- Calendrier de mise en œuvre
- Durée d'engagement et garantie de pérennité, modalité de gestion,
- critères de suivi et d'évaluation des résultats obtenus dans la durée
- Nature du foncier
- Tableau de synthèse des mesures de compensation mises en œuvre.

- Mesures d'accompagnement éventuelles

- **Mesures de suivi**

- **Conclusion**

- **Synthèse de quelques pages** reprenant les principaux enjeux, les chiffres-clés, les cartographies de synthèse, et les tableaux de synthèse.

3.2. Evaluation des incidences Natura 2000

Ces dossiers seront fournis au MOA dans un délai d'un mois maximum à compter de la commande.

Le contenu de l'évaluation des incidences Natura 2000 sera conforme à l'article R. 414-23 du code de l'environnement ainsi qu'à la note de l'Autorité environnementale sur les évaluations des incidences Natura 2000, et sera proportionnée à l'importance des enjeux de conservation des habitats et des espèces pris en considération.

Le périmètre d'étude à considérer comprend bien entendu les sites directement touchés par le projet, mais également ceux présents dans un rayon de 20 km autour du projet. Globalement, tout site susceptible de subir un impact doit être compris dans le périmètre d'étude, quelle que soit sa distance avec le projet, en particulier pour les sites Natura 2000.

Il est demandé au prestataire d'effectuer une approche graduée selon quatre niveaux d'analyse, chacun étant déclenché par les conclusions du niveau qui le précède :

- 1° déterminer si un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être significativement affectés ;
- 2° si la réponse au 1° est positive ou en cas de doute, établir les impacts significatifs, y compris cumulés, susceptibles de se produire ;
- 3° à partir de l'analyse du 2°, présenter les mesures pour réduire ou éviter ces impacts ;
- 4° s'il n'est pas possible d'éviter ou de réduire, expliciter les alternatives qu'il n'a pas été possible de retenir, décrire les mesures de compensation des impacts et estimer les moyens nécessaires.

Le dossier à remettre par le prestataire devra comprendre les éléments suivants :

Localisation et description du plan, projet

- Une description du projet
- Une carte situant le projet par rapport aux périmètres du ou des sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés,
- Pour les aménagements localisés à l'intérieur du périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé

Évaluation préliminaire

- Un exposé sommaire mais argumenté des raisons pour lesquelles le projet est ou

non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 concernés

Analyse des incidences

- Une analyse des différents effets du projet sur le ou les sites : effets permanents et temporaires, directs et indirects, cumulés avec ceux d'autres activités portées par le porteur de projet
- une analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire justifiant du classement du site au réseau Natura 2000, en prenant en compte les aires d'influence spécifiques définies en Hauts-de-France.

Si, à ce stade, l'analyse démontre l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation du ou des sites concernés, l'évaluation est achevée, sous réserve de validation par l'autorité administrative compétente.

Mesures de suppression et de réduction des incidences

- Si un doute persiste sur l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation, il convient d'intégrer des mesures de correction pour supprimer ou atténuer les effets du projet. Ces mesures peuvent être de plusieurs ordres : précaution pendant la phase de travaux, techniques alternatives etc.
- Si les mesures envisagées permettent de conclure à l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation d'un ou plusieurs sites Natura 2000, l'évaluation des incidences est achevée, sous réserve de validation par l'autorité administrative compétente.

En cas de procédure dérogatoire

Dans le cas où les mesures de suppression et de réduction des impacts ne permettraient pas d'effacer l'effet significatif, le dossier doit comprendre :

- une analyse des solutions alternatives à celle retenue et les raisons pour lesquelles elles ne peuvent être mises en œuvre
- un argumentaire permettant de démontrer les raisons impératives d'intérêt public majeur conduisant à la nécessité d'adopter le projet
- la proposition des mesures qui permettront de compenser les atteintes significatives aux objectifs de conservation des sites Natura 2000

Concernant la procédure dérogatoire, le prestataire veillera au respect des orientations données par la Commission Européenne concernant l'article 6, paragraphe 4 de la directive 92/43/CEE « Habitats-Faune-Flore » du 21 mai 1992, clarifiant les concepts de « solutions alternatives », « raisons impératives d'intérêt public majeur », « mesures de compensation », « cohérence globale ». Il rendra compte des évitements effectués par le Maître d'ouvrage.

3.3. Assistance à maîtrise d'ouvrage

Le prestataire assurera, tout au long de ses missions, une assistance au maître d'ouvrage

à l'occasion notamment (liste non exhaustive) :

- de rencontres avec les services instructeurs, autres administrations (DDT(M), police de l'eau, DREAL, ONF, etc....)
- de rencontres/réunions avec le CSRPN et/ou CNPN lors de la procédure de dérogation « espèces protégées »)

4) Appui technique validation des sites de compensation

Le projet ayant déjà obtenu en 2012 une dérogation espèces protégées (caduque depuis), des mesures de compensation avaient déjà été définies et pour la plupart mises en place. Si de nouvelles mesures doivent être réalisées, le prestataire aura pour mission d'éclairer le choix des sites de compensation proposés par la MOA.

4.1.1. Phase 1 pré-diagnostic

Le MOA proposera au prestataire des sites de compensation pré-identifiés jusqu'à l'obtention de tous les espaces nécessaires à la compensation des projets.

Dans un délai de deux mois, le titulaire transmettra une fiche de synthèse par site retenu, qui servira d'outil pour les étapes suivantes et définira :

- *La localisation et l'état du site*
- *les grands principes de mesures qui pourront y être mis en place*
- *Une évaluation des gains écologique et fonctionnel estimés par exemple par un système d'indice à 4 niveaux (très faible / faible / moyen / élevé)*
- *Le détail des diagnostics à réaliser*
- *Le compte rendu de la visite terrain qui aura permis de vérifier le potentiel environnemental des sites à accueillir des mesures compensatoires.*

Le titulaire du marché devra optimiser les sites de compensation retenus et mutualiser autant que possible les mesures compensatoires (zones humides et espèces protégées par exemple) afin d'éviter le morcellement et la dispersion des actions, mais aussi favoriser la biodiversité des sites.

Les actions à plus forte plus-value écologique seront recherchées en priorité.

4.1.2. Phase 2

Le MOA fournira au prestataire les résultats des diagnostics demandés. Le titulaire les interprétera et proposera des scénarii de mesures compensatoires sur chaque site ou groupe de sites identifiés. Pour cela, il veillera à bien s'assurer de l'équivalence écologique entre l'impact et la compensation et cherchera le gain écologique sur les sites pressentis.

Les mesures proposées devront être clairement présentées, schématisées si besoin, localisées et des préconisations de réalisation seront formulées (périodes de réalisation, méthodologie, suivi...). Il devra également vérifier la faisabilité de la mise en place des mesures compensatoires.

Ces propositions de mesures permettront au maître d'ouvrage d'évaluer les différentes options de contractualisation possibles en fonction de la nature des mesures compensatoires environnementales, des surfaces concernées, de la localisation des mesures, des évolutions du système d'exploitation agricole, de la rémunération associée...

Au cours de cette mission, le titulaire réalisera une première estimation du coût des mesures compensatoires (maîtrise foncière, mise en place, gestion, suivi...).

Cette partie de l'étude nécessitera la tenue de nombreux échanges avec la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, le titulaire du marché d'études sur les zones humides et le coordonnateur environnemental (peut être sous forme de réunions), voire la prise de contact avec les services instructeurs.

Livrables :

- *Des propositions abouties d'aménagement de sites de compensations,*
- *Une synthèse par site (conclusions des diagnostics, propositions de scénario de mesures compensatoires qui en découlent, orientations en termes de maîtrise foncière et de travaux de mise en œuvre des mesures...) afin de présenter les aménagements envisageables aux propriétaires et exploitants,*
- *Une estimation du coût des mesures compensatoires*
- *suivi du pourcentage d'objectifs atteints en termes de compensation*

5) Documents et données mis à disposition

Les documents suivants seront remis au prestataire au démarrage de la tranche ferme :

- inventaires faune flore habitats de 2018 -2023
- inventaire zone humide route du Faîte 2025
- dossier de demande de dérogation espèces protégées 2012
- données topographiques
- charte graphique à respecter

NB : L'attention du prestataire est attirée sur le fait que l'utilisation de ces fonds est réservée aux seuls besoins de la présente étude. En outre toutes les cartes réalisées sur ces fonds devront porter mention du copyright de l'IGN.

6) Forme des rendus

L'ensemble des données (rapport et cartographie) seront adressées à la fin de l'étude sous forme :

- pdf et word
- des fichiers textes, images et données SIG, respectivement aux formats Open Office, jpeg et dwg

Une présentation orale en sera faite suite à la remise des diagnostics.

Le prestataire saisira l'intégralité des données naturalistes collectées dans le cadre des nouveaux inventaires dans l'outil de saisie national « depobio » : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/> et mettra à disposition l'étude sur la plateforme de l'Etat dédiée à cet usage (www.projets-environnement.gouv.fr)

Il est entendu que les informations, photos, dessins et autres productions sont libres de droits et peuvent être utilisées sans réserve par le maître d'ouvrage dans le cadre de ses missions. Les auteurs de ces productions seront cités.